



Liminaire CGT CSAL DRFIP44 4 décembre 2025

Monsieur le président,

Nous nous retrouvons enfin en séance et comme le calendrier prévisionnel du dialogue social fait partie de l'ordre du jour de cette instance, profitons-en pour rappeler qu'il serait bon de ne pas changer plusieurs fois consécutivement les dates des instances. Rappelons aussi que ne prévoir que quatre Formations spécialisées dans l'année nous empêche concrètement toute réactivité de l'instance par rapport aux problèmes. Nous venons de le voir avec la dernière FS qui s'est tenue le 20 novembre. Nous avons pu examiner un registre potentiellement très alarmant qui datait de trois mois... Ce n'est pas sérieux.

Pour en revenir à notre actualité, le 05 décembre est prévu un comité de Réseau qui va annoncer les suppressions d'emplois 2026 à la DGFIP dans la foulée du projet de loi budgétaire 2026 débattus au Parlement. Encore une fois la DGFIP sera le premier pourvoyeur d'économies et de suppressions d'emplois avec 550 suppressions nettes annoncées, **contrairement au gel annoncé initialement**. Dans nos directions locales, une fois les transferts d'emplois neutralisés, ce seront environ 700 suppressions nettes.

Dans le même temps, les ministères qui sont au cœur de l'appareil répressif de l'État, auront tous des effectifs et moyens à la hausse, avec en tête l'armée et les commandes au complexe militaro-industriel, avec l'augmentation de 6 milliards du budget militaire dans une loi de programmation militaire qui était déjà portée à 393 milliards soit un doublement depuis les deux précédentes lois, la police et la gendarmerie, la justice (en particulier les prisons). La CGT est très inquiète du bruit des bottes et de la frénésie guerrière qui semble s'emparer d'une bonne partie de l'Europe. Les marchands de mort se frottent les mains, et profitent d'un marché juteux dans lequel les États injectent des centaines de milliards sans contrôle démocratique – qui seraient mieux employés à des investissements au service des populations et du droit international.

À la Dgfp, les réformes succèdent aux réformes déstabilisant chaque jour les services publics et les missions de la Dgfp. Il faut trouver des économies pour compenser les centaines de milliards de cadeaux aux actionnaires et patrons.

Intelligence artificielle, fusion de service tels les SIE et PCE, mutations au choix et au fil de l'eau, les idées d'évolutions, pas vraiment positives, ne manquent pas.

Si nous revenons à l'emploi à la DGFIP, Bercy nous propose une nouvelle entourloupe, un escamotage de premier ordre, par la mise en place d'un nouveau calcul des emplois !

L'idée problématique, encore une, en cours de mise en place est la détérioration des outils de gestion des emplois le TAGERFIP et le Magerfip. On ne raisonnera plus en nombre d'agent·es mais en Équivalent Temps Plein.

L'ancien système, certes imparfait, permettait de connaître la situation des services et de pouvoir se projeter éventuellement pour les demandes de mutation.

Le nouveau système, sous couvert d'ajuster les emplois aux charges, et on connaît déjà ce discours, va permettre de masquer les vacances d'emplois, de supprimer discrètement des emplois, d'accélérer tranquillement les restructurations et de précariser la situation des agents qui seront, in fine, tous et toutes en situation d'ALD.

Le but est de rendre illisible la situation des emplois dans les Directions et de continuer le détricotage de la fonction publique. Comment contester des mutations ou des transferts d'emplois lors des restructurations lorsque l'on ne raisonne plus en termes d'agents.

Cela fait suite d'ailleurs à la suppression des Capl, la réforme des Capn et des Chsct.

L'agent est un pion qui n'a pas son mot à dire y compris pour sa carrière personnelle.

Bercy s'emploie à détruire méthodiquement tous les cadres et règles de gestion.